



## **Quelle est la résilience des BRICS face à la tempête géopolitique ? – Partie 3**

Le BRICS est un facteur de puissance considérable dont les membres, les partenaires et les candidats sont actuellement soumis à une épreuve difficile. Aujourd'hui, nous nous tournons vers l'avenir.

*Peter Hänseler / René Zittlau*

dim. 07 déc. 2025

### **Introduction**

Dans la première partie de cette série, nous avons examiné les faits concernant les BRICS et les principales tendances économiques actuellement observables.

La deuxième partie traitait de l'environnement dans lequel les BRICS doivent se développer en tant qu'organisation la plus importante du Sud global. Nous avons évalué la situation en matière de sécurité, le grave danger que représenterait une guerre nucléaire et l'imprévisibilité de la situation géopolitique, ce qui nous amène à qualifier la situation actuelle de « tempête ».

Dans cette troisième partie, puis dans la quatrième, nous mettrons d'abord en évidence l'attitude agressive des États-Unis envers leurs amis. Nous mettrons ensuite en évidence la situation économique difficile aux États-Unis, qui apparaît comme meilleure qu'elle ne l'est en réalité en raison du battage médiatique autour de l'IA. Enfin, nous décrirons les efforts déployés par les États-Unis pour maintenir leur statut hégémonique dans diverses zones géographiques.

## L'agressivité avant tout - contre tout le monde

Il ne faut pas être un génie pour voir que la lutte acharnée entre les pays du Sud et l'Occident Collectif bat déjà son plein. Nous aborderons ce sujet plus en détail ci-dessous, à l'aide d'exemples concrets.

---

### « Si vous avez l'Amérique comme amie, vous n'avez pas besoin d'ennemis. »

---

Cependant, l'approche agressive des États-Unis ne se limite pas aux membres du Sud global ou aux représentants des BRICS, mais vise toute personne dont ils peuvent tirer profit. Cela inclut les pays « amis » des États-Unis, comme la Suisse, ou les colonies américaines, comme la plupart des membres du G7 et d'autres. Voir mes réflexions sur « l'empire colonial américain » dans l'article « [La guerre entre deux mondes a commencé – Partie 1](#) ».

L'approche de Trump envers ses amis et alliés est si agressive qu'on serait tenté de dire : « *si vous avez l'Amérique comme amie, vous n'avez pas besoin d'ennemis* ». Il y a des raisons fondamentales à ce comportement agressif. D'une part, Trump s'est fixé pour objectif de réindustrialiser son pays. Cela fait suite à la désindustrialisation délibérée du pays par les banquiers de Wall Street, soutenus par le président Clinton et ses successeurs, dans le seul but de se remplir les poches à court terme.

Cette stratégie a également eu pour effet secondaire d'exacerber les inégalités de revenus entre les différentes classes sociales, ce qui signifie que quelques personnes ont grandement bénéficié de cette stratégie tandis que de nombreux travailleurs

industriels ont perdu leur emploi et se sont appauvris. Une autre conséquence de cette situation est la perte de l'expertise industrielle au sein de la population.

Trump a compris qu'il devait agir. Cependant, je doute qu'il comprenne la multipolarité et donc le concept des BRICS. Il n'a même pas la moindre idée des pays qui font partie des BRICS. Le 21 janvier 2025, il a demandé aux journalistes si l'Espagne était un pays BRICS.

De plus, en janvier 2025, Trump croyait encore qu'il pouvait mettre les BRICS à genoux simplement en imposant des droits de douane et des sanctions. Il a également menacé les BRICS de ne pas utiliser le dollar :

*« Nous allons exiger de ces pays apparemment hostiles qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie BRICS, ni à soutenir aucune autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain, sinon ils seront soumis à des droits de douane de 100 % »,*

#### PRÉSIDENT TRUMP, 30 JANVIER 2025

Trump semble avoir reconnu que les BRICS constituent une menace pour l'hégémonie du dollar américain. Les États-Unis semblent ignorer que leur propre utilisation du dollar comme arme pousse les pays du Sud à l'éviter, ce qui rend leur situation encore plus dangereuse. Nous avons commenté ce comportement des États-Unis et ses conséquences à plusieurs reprises, notamment dans la section « L'utilisation du dollar américain comme arme entraîne un déclin de son utilisation comme monnaie de réserve » de notre article « Comment les BRICS pourraient surmonter leur plus grand défi : le règlement des paiements ».

Jusqu'à présent, le comportement des États-Unis ne laisse pas entendre qu'ils mesurent le danger qu'un système de paiement des BRICS, indépendant du dollar, pourrait représenter. Si tel était le cas, Trump essaierait de rendre l'utilisation du dollar américain aussi attrayante que possible pour les pays du Sud, mais ce n'est pas ce qu'il fait.

Jusqu'à présent, ses actions ont purement et simplement visé à générer des revenus par le biais de droits de douane et d'extorsion. Extorsion, car dans le cas de l'UE, par exemple, en plus d'imposer des droits de douane de 15 %, des investissements et des achats d'armes se chiffrant en milliers de milliards ont été extorqués (voir, par exemple, [Reuters](#)). Cette approche ressemble à une « solution miracle » typiquement américaine, probablement destinée à éviter l'effondrement complet du budget fédéral américain.



Faux mais drôle – L'IA peut aussi être amusante – Les dirigeants européens soumis attendent d'être renvoyés par Trump – Source : Lucifer

Le manque de compréhension intellectuelle des dangers que représentent réellement les BRICS explique également pourquoi Trump considère la Chine comme un adversaire majeur et craint que les Chinois ne cherchent à détrôner les États-Unis de leur position de puissance dominante mondiale. Pour Trump, qui préfère les paradigmes simples, cela est plus facile à comprendre et à communiquer que la constellation des BRICS, que la population américaine ne connaît ni ne comprend.

## La situation économique aux États-Unis

Si l'on en croit les déclarations faites par Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine, lors de sa dernière [conférence de presse](#) le 29 octobre, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, du moins c'est ce qu'il semble.

« *L'économie semble solide et stable et n'a pas vraiment changé.* »

### TRANSCRIPTION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT POWELL, 29 OCTOBRE 2025

Le terme ‘semble’ suggère déjà que cette apparence repose sur des bases fragiles.

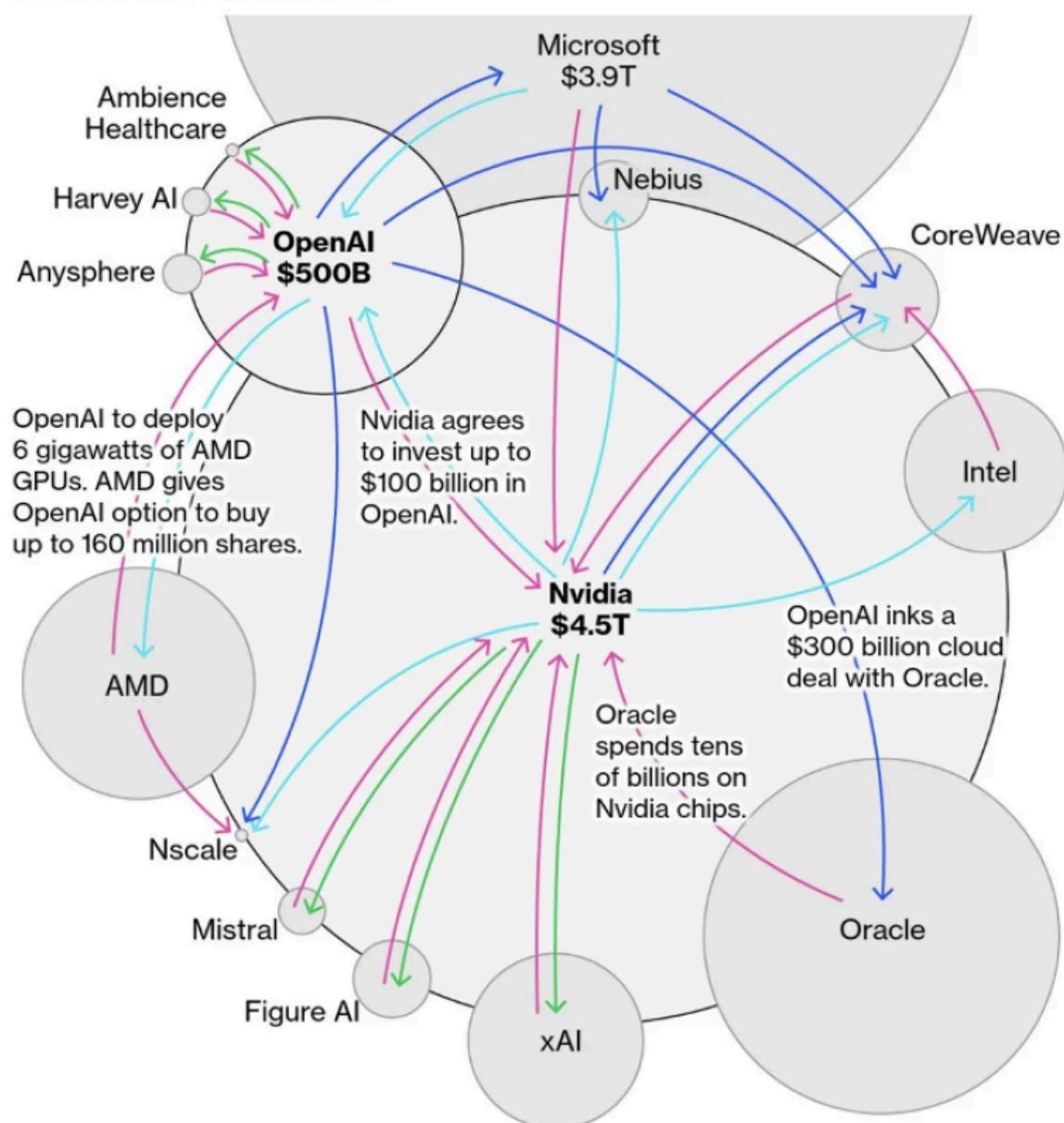
Quiconque ne tire pas ses informations de sources sponsorisées par des banques et autres organisations financières, telles que CNBC et d'autres médias de masse qui se prétendent « experts », mais regarde plutôt derrière les coulisses et visite occasionnellement [ZeroHedge](#), est bien conscient de la situation financière pitoyable des États-Unis, ou plutôt de l'Occident collectif. Nous avons décrit cette catastrophe et ses origines d'un point de vue géopolitique dans notre article « [La guerre entre deux mondes a commencé – Partie 1](#) ». Notre blog n'a pas pour objectif d'analyser les données économiques ; d'autres sont plus compétents dans ce domaine. Néanmoins, nous aimeraisons aujourd'hui souligner un phénomène caractéristique de notre époque.

### *L'IA – la mère de toutes les bulles ?*

Ceux qui considèrent les indices boursiers américains comme un baromètre de l'économie continuent de se réjouir, bien que de façon plus discrète qu'auparavant. La flambée des cours se concentre désormais sur un nombre de plus en plus restreint d'actions, et l'IA n'est pas seulement perçue comme un sauveur : elle doit l'être pour maintenir en vie cette danse autour du veau d'or. Les moteurs de ces actions – des acteurs dont la carrière dépend de cet engouement – écartent les objections qui questionnent la viabilité des énormes investissements sous-jacents et la possibilité de construire un modèle commercial dans lequel les utilisateurs seraient censés absorber ces dépenses colossales. La plupart des utilisateurs paient quelques dollars pour utiliser ces cerveaux artificiels, rien de plus. Il est également frappant de constater que des investissements gigantesques circulent en boucle, selon la devise : « Vous m'envoyez 100 milliards sous la rubrique X et je vous renvoie l'argent sous la rubrique Y ». Les investissements totaux s'élèvent alors à 200 milliards, mais rien n'a été investi. Au lieu de beaucoup : [New York Times](#).

## How Nvidia and OpenAI Fuel the AI Money Machine

Hardware or Software / Investment / Services / Venture Capital  
Circles sized by market value



Source: Bloomberg News reporting

Bloomberg

Pour ceux qui veulent rire un bon coup : Ronny Chieng explore les promesses de l'IA



#### SOURCE : YOUTUBE

En 2000, certaines entreprises cotées au NASDAQ n'avaient rien à voir avec Internet, mais elles ont ajouté « .com » à leur nom et ont vu le cours de leurs actions bondir de 500 %. Une situation similaire se reproduit aujourd'hui. Avec de telles valorisations, on peut être sûr que tous les fonds de pension occidentaux ont investi dans cette bulle, car la grande différence avec la bulle Internet est qu'à l'époque, ce sont principalement les médecins et les avocats à hauts revenus qui ont perdu beaucoup d'argent lorsque la bulle a éclaté. Aujourd'hui, tous les retraités sont concernés.

Selon le journal économique suisse Finanz & Wirtschaft, la bulle actuelle de l'IA (en rouge) est presque deux fois plus importante, ou plutôt deux fois plus grave, que la bulle Internet de 2000.

**FIGURE 52. AI trade is looking stretched now compared to past bubbles**



Source: [Finanz & Wirtschaft](#)

Personne ne sait quand cette bulle éclatera, mais elle éclatera, et cela entraînera de tels bouleversements sur les marchés financiers que les plans géopolitiques de l'Occident collectif seront remis en question.

## Dans quelle mesure Trump est-il mal informé ?

Il semble une fois de plus difficile d'évaluer dans quelle mesure Trump est conscient de la situation catastrophique à laquelle son pays et les marchés financiers de l'Occident Collectif sont confrontés. Trump lui-même, en tant que magnat de l'immobilier, adore tirer parti du crédit, qui l'a rendu riche et lui a permis à plusieurs reprises de s'assurer que ce n'était pas lui personnellement, mais ses prêteurs qui devaient passer par pertes et profits des milliards. Trump aime donc la dette et les taux d'intérêt bas. Le 3 décembre 2025, le New York Times écrivait :

*« M. Trump a clairement indiqué qu'il souhaitait un président de la Fed qui soutiendrait une baisse substantielle des taux d'intérêt, ce que la banque centrale sous la direction de M. Powell a rejeté compte tenu du*

*contexte économique. L'inflation a repris avec les droits de douane de M. Trump, tandis que le marché du travail a montré des signes de ralentissement.»*

## SOURCE : NEW YORK TIMES

Il ignore donc que la baisse des taux d'intérêt non seulement nuira au dollar américain à long terme, mais qu'il ne trouvera bientôt plus d'acheteurs pour cette devise. Cette situation renforcerait encore l'aversion du Sud global pour le dollar américain décrite ci-dessus, car le dollar américain serait boudé non seulement pour des raisons géopolitiques, mais aussi pour des raisons purement économiques.

Un de mes amis proches connaît quelqu'un qui dîne régulièrement avec Donald Trump au club Mar-a-Lago. Le président, très bavard, s'exprime librement sur de nombreux sujets lors de ces réunions privées. Il y a quelques jours, par exemple, il a déclaré que l'économie russe était en ruine et que les Russes subissaient des pertes catastrophiques. Je suis sur le terrain ici et je peux confirmer à nos lecteurs que ces deux affirmations sont tout simplement fausses. Il ne s'agit pas d'évaluer l'économie russe ou la situation sur le front, mais cet exemple montre que le président Trump est mal informé par ses conseillers. Je ne sais pas si cela est intentionnel ou dû à l'incompétence de son administration, mais cela rend ses nombreuses décisions peu judicieuses, et on peut supposer que le président, qui croit en des raisonnements simplistes, considère la hausse folle de quelques actions liées à l'IA comme le signe d'une économie saine et résiliente.

## Comment Trump va-t-il traiter les BRICS ?

### *Solutions à court terme aux problèmes financiers*

Nous avons établi jusqu'à présent que Trump est extrêmement agressif sur le plan économique et également impitoyable envers ses amis et alliés afin d'atteindre ses objectifs. Son objectif à court terme le plus urgent est facile à identifier : l'argent. En mai, nous avons publié l'article « [Mar-a-Lago va échouer : sans crédibilité, plus rien ne fonctionne](#) ». Dans cet article, nous avons analysé de manière critique les plans économiques de Trump. Nous avons démontré que ces plans sont en partie contradictoires et qu'ils finiront par échouer en raison de la plus grande faiblesse des États-Unis : les Américains sont des partenaires peu fiables qui n'honorent les contrats que tant qu'ils en tirent profit, pour ensuite les rompre pour les raisons les

plus fuitives. Nous avons déjà commenté cette faiblesse des États-Unis à plusieurs reprises, par exemple en juin dans « [La diplomatie à l'agonie](#) », où nous avons cité le professeur Mearsheimer comme suit :

*« Tout pays de la planète qui fait confiance aux États-Unis est remarquablement stupide. »*

## PROFESSEUR MEARSHEIMER

### *Solutions à moyen et long terme – Affaiblir les BRICS*

Pour atteindre ses objectifs à moyen et long terme, les États-Unis emploient d'autres moyens. Comme nous l'avons déjà souligné dans notre série « La guerre entre deux mondes a déjà commencé », les Américains évitent toute confrontation militaire directe avec la Chine et la Russie. En ce qui concerne la Russie, nous pensons que la confrontation en Ukraine est directe – voir nos commentaires dans la deuxième partie de cette série, « [La Troisième Guerre mondiale a-t-elle déjà commencé ?](#) ». Cependant, les Américains ne sont pas d'accord, et les Russes les laissent croire cela pour des raisons diplomatiques.

Les États-Unis ne peuvent conserver leur statut d'hégémon que s'ils détruisent le BRICS en tant qu'organisation ou l'affaiblissent à tel point qu'il devienne ce que l'Occident décrit comme une tentative ratée ou embarrassante de quelques pays en développement de sortir de leur insignifiance. Pour ce faire, ils prennent des mesures contre les membres, les partenaires et les candidats du BRICS, en utilisant tous les moyens imaginables. Ils les courtisent pour les amener à changer de camp (par exemple, l'Arabie saoudite), les affaiblissent ou les détruisent (par exemple, le Venezuela).

Ci-dessous, nous présentons les points de pression répartis par zones géographiques sur lesquels le Collectif occidental exerce ou entend exercer une influence massive.

## Zone d'influence : flanc occidental de la Russie

### *Ukraine*

Actuellement, l'Occident Collectif s'occupe de la Russie en Ukraine dans la zone d'influence occidentale. Pour les origines, je renvoie à ma conférence du 22 mars 2024.



L'Occident mène des opérations militaires depuis près de quatre ans sans aucun succès. Les pertes subies par les Ukrainiens sont effroyables, et il semble que ce seront les Russes qui détermineront le tracé de leurs futures frontières. Il est très probable que la Russie transforme l'Ukraine en un pays enclavé en s'emparant d'Odessa, en partie à cause des attaques incessantes contre les navires russes en mer Noire, qui sont probablement coordonnées depuis Londres. L'argumentation du professeur Mearsheimer à ce sujet est convaincante (générée par l'IA).

Il est également évident que ce sont les Européens qui torpillent les efforts de paix des États-Unis ; les raisons en sont multiples :

Premièrement, les dirigeants de l'UE et ceux de la coalition des volontaires agissent comme des ministres de la guerre, protégeant l'Europe contre les méchants Russes.

# COALITION OF THE WILLING: Supporting Ukraine – Securing Our Future

KYIV, MAY 10, 2025



Un spectacle de marionnettes pour la presse occidentale – Coalition des volontaires, 10 mai 2025

Dès que la paix « éclatera », ces dirigeants perdront leur raison d'être, car il deviendra rapidement évident que les appels à la guerre n'avaient pas pour but de protéger les pays concernés ou l'UE, mais de préserver les emplois de cette caste.

De plus, il semble que les dames et messieurs de Kiev ne soient pas les seuls à s'être servis dans les fonds provenant de Washington, de l'UE et des pays européens. Le chiffre officiel cité en matière de corruption, environ 100 millions d'euros, est une goutte d'eau dans l'océan si l'on considère la réalité. On peut supposer qu'entre 40 % et 60 % de tous les fonds ont disparu. Nous parlons donc d'un montant pouvant atteindre 100 milliards qui a été volé. La raison pour laquelle une grande partie de l'aide financière a dû transiter par l'Estonie, par exemple, soulève des questions. Mme Kaja Kallas, la fille gâtée, était-elle également impliquée dans cette affaire ? Elle a déjà été impliquée dans des scandales sordides.



#### A l'expérience de la malhonnêteté – Kaja Kallas

Nous reviendrons prochainement sur ces histoires peu reluisantes, qui n'ont pas encore été prouvées. Si M. Zelensky perd son pouvoir, les chances que ces personnes en Europe soient condamnées pour corruption augmentent de manière exponentielle. Une raison supplémentaire pour les Européens de poursuivre la guerre.

#### *Roumanie/Moldavie/Transnistrie*

Nous avons souligné à plusieurs reprises que la Transnistrie pourrait bien être entraînée dans ce conflit, ce qui impliquerait directement la Moldavie et la Roumanie. Pour en savoir plus à ce sujet, consultez notre article « [La Moldavie, terrain d'essai de l'UE pour les représailles politiques contre les forces non occidentales](#) ».

Le Collectif occidental a atteint ses objectifs en Roumanie et en Moldavie non pas par des moyens militaires, mais par le biais d'ONG et de fraudes électorales flagrantes. Nous avons abordé ce sujet dans notre article « [Bilan des élections législatives en Moldavie](#) ».

En Moldavie et en Transnistrie également, l'Occident provoque une confrontation avec les citoyens russes et russophones et leur culture afin de créer les conditions d'une confrontation ouverte avec la Russie.

## *États baltes*

Les États baltes font l'objet d'une attention particulière. En diabolisant une grande partie de leur propre population – les Russes – et en les privant de leurs droits légitimes en vertu du droit communautaire, on tente d'affaiblir la Russie. Ces citoyens, qui ne sont pas des citoyens, sont en fait appelés « non-citoyens », ne possèdent pas de passeport européen et leur droit de vote et d'éligibilité est restreint. Ils ne sont également autorisés à utiliser leur propre langue que de manière très limitée ; il existe même une police linguistique, et les citoyens russophones ont dû passer des tests linguistiques, dont l'échec peut entraîner l'expulsion du pays pour les retraités qui y vivent. En conséquence, plus de 800 retraités vivant en Lettonie avec un permis de séjour valide ont été expulsés du pays pour ces raisons, comme le rapporte de manière crédible [le portail d'information News.ru](#).

L'information selon laquelle l'Estonie a l'intention d'augmenter les [amendes pour utilisation incorrecte](#) de la langue, c'est-à-dire l'utilisation de la langue russe, à 1 280 euros pour les personnes physiques et à 10 000 euros pour les personnes morales, va également dans le même sens. Le doublage de films en russe va désormais être interdit en Estonie.

L'Estonie est le pays natal de la chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas. Dans des circonstances normales, la diplomatie consiste également à entretenir et à développer les relations culturelles et à prévenir la discrimination. L'article 21 de la [Charte de l'UE](#) stipule :

*« 1. Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, l'origine ethnique ou sociale, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. »*

## **CHARTE DE L'UE, ARTICLE 21**

Avez-vous entendu des critiques concernant le traitement réservé par les États baltes à leurs citoyens russophones au cours des 30 dernières années ? C'est depuis tout ce temps que cette violation de la loi dure. À cet égard, les États baltes sont au même niveau que le régime de Kiev.

## *Hongrie/Slovaquie*

La Hongrie et la Slovaquie sont les seuls pays de l'UE qui s'efforcent d'entretenir des relations non agressives avec la Russie. Cela s'explique notamment par leurs liens économiques étroits et durables avec la Russie. L'Occident collectif s'ingère massivement dans les affaires intérieures de la Hongrie et de la Slovaquie par le biais d'ONG et de pressions directes de l'UE. On tente ainsi de se débarrasser des Premiers ministres Orban et Fico, si nécessaire par des moyens physiques. Dans le cas de Fico, cela a failli réussir lorsqu'une tentative d'assassinat a été perpétrée contre lui à Banska Bystrica le 15 mai 2024.

## *Serbie*

En tant qu'État non membre de l'UE, enclavé au milieu de pays de l'OTAN et sans accès à la mer, ce territoire traditionnellement pro-russe se trouve particulièrement exposé — et penche clairement en faveur de la Russie. La pression monte. D'un côté, le pays souhaite adhérer à l'UE, mais de l'autre, cette adhésion suscite une résistance considérable en Serbie. De plus, la seule raffinerie de Serbie, détenue majoritairement par Lukoil, a été victime de nouvelles sanctions américaines. La Serbie n'a pas encore trouvé de solution, c'est-à-dire aucun acheteur pour la participation de Lukoil. La Russie s'est alors vu accorder un mois et demi pour vendre la participation de Lukoil afin que les sanctions américaines soient levées.

Quoi qu'il en soit, ce problème entraînera une hausse des prix de l'énergie, ce qui pourrait provoquer des troubles. Il n'est pas certain que l'Occident parvienne à faire de la Serbie un ennemi de la Russie, cela dépendra probablement de la capacité de Vucic à trouver un moyen de défendre sa politique et de rester fermement en selle.

## **Zone d'influence - Caucase**

### *Azerbaïdjan/Arménie*

Les deux États du Caucase s'efforcent depuis plusieurs années de se rapprocher de l'Occident. Les efforts de l'Azerbaïdjan s'expliquent par son alliance étroite avec la Turquie, qui travaille elle-même en étroite collaboration avec la Grande-Bretagne dans le Caucase. Cela se reflète dans l'achat par l'Azerbaïdjan d'armes occidentales pour son conflit avec l'Arménie. En outre, le pays est le principal fournisseur d'énergie d'Israël, via la Turquie. Les sources d'énergie (gaz et pétrole) elles-mêmes sont pour la plupart sous contrôle britannique (BP). Cela vaut également pour les autres ressources minérales (or, cuivre, etc.). L'Azerbaïdjan est également un grand producteur de fruits et légumes. La Russie reste le principal acheteur de ces produits. Le commerce des fruits et légumes en Russie est dominé par les

Azerbaïdjanais. Étant donné que la Russie représente environ 50 % de la production agricole du pays, les dirigeants politiques doivent tenir compte de cette constellation, d'autant plus que plus de 30 % de la main-d'œuvre est employée dans ce secteur. Un autre facteur à prendre en compte est le grand nombre de migrants azerbaïdjanais en Russie. Pour la Russie, ils combinent une lacune sur le marché du travail, tandis que pour l'Azerbaïdjan, ils remplissent les caisses de l'État grâce à leurs importantes transferts de fonds. Ces exemples illustrent la complexité des interdépendances.

La prise de pouvoir illégitime par l'actuel Premier ministre Pashinyan a accéléré le détachement de l'Arménie vis-à-vis de la Russie. Comme dans le cas de l'Azerbaïdjan, cette tendance ne reflète pas l'opinion de la majorité de la population, mais plutôt les intérêts d'une petite partie de la classe politique. La dernière mesure prise dans ce sens est l'annonce faite il y a quelques jours par Erevan de son intention de quitter l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dirigée par la Russie, qui comprend la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan en plus de la Russie et de l'Arménie. Cette décision est également la conséquence logique de la signature d'un accord avec les États-Unis visant à réguler la situation à la frontière entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et l'Iran, après la perte du Haut-Karabakh à la suite de la guerre avec l'Azerbaïdjan pour le contrôle de cette région.



La bande frontalière entre l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan et le continent azerbaïdjanaise à la frontière iranienne sera désormais contrôlée par une société militaire privée américaine. L'Arménie n'en tire pratiquement aucun avantage. L'Azerbaïjan obtient un accès terrestre contrôlé par les États-Unis à son enclave et donc à la Turquie et à l'OTAN.

Pendant 100 ans, les États-Unis percevront environ 75 % de toutes les recettes provenant du trafic routier et du contrôle d'une région clé à la frontière nord de l'Iran. Ce qui a été secrètement établi pendant la guerre israélo-iranienne en juin 2025, à savoir la complicité de l'Azerbaïjan et de la Turquie dans l'attaque contre l'Iran, est ainsi revêtu d'un vernis de légalité.

### *Kazakhstan*

Le Kazakhstan est un partenaire stratégique extrêmement important pour la Russie, et la Russie est un partenaire stratégique extrêmement important pour le Kazakhstan.



La frontière terrestre est immense (7 644 km) et la densité de population est faible des deux côtés. Il est donc essentiel que les deux pays entretiennent de bonnes relations, car il est impossible de surveiller une frontière aussi longue. Les deux États font partie des géants mondiaux en matière de matières premières. La société kazakhe Kazatomprom, par exemple, produit 40 % de l'uranium mondial. Le Kazakhstan produit également du gaz naturel, du pétrole, du charbon, du minerai de fer, etc. La liste est presque aussi longue que celle de la Russie.

Sur le plan politique, le Kazakhstan joue un rôle d'équilibriste. D'une part, le pays revêt une importance stratégique en tant que membre de l'OTSC, tandis que d'autre part, en tant que membre de l'Organisation des États turcophones et pays turcophone, il joue également un rôle important dans les considérations stratégiques de la Turquie. Outre le Kazakhstan et la Turquie, cette organisation comprend les États post-soviétiques du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan. La Hongrie et le Turkménistan ont le statut d'observateurs. Et les experts américains recommandent que ce n'est qu'avec l'adhésion du Tadjikistan et de l'Arménie que l'organisation atteindra son plein potentiel et sa pleine puissance.

Il y a quelques jours à peine, le président kazakh Kassym Tokayev a signé à Washington un protocole d'accord visant à approfondir la coopération avec les États-Unis, en particulier dans le domaine des matières premières, avant de faire escale à Moscou sur le chemin du retour pour signer un accord de partenariat stratégique avec la Russie.

Le chevauchement entre les intérêts stratégiques de l'Occident d'une part, de la Russie et de la Chine d'autre part, et les intérêts particuliers de la Turquie et d'un certain nombre d'autres États est évident.

Le Kazakhstan est un bon exemple de la manière dont les Américains – par l'intermédiaire d'entreprises telles que Halliburton – veulent exercer une influence pacifique (pour l'instant). Si cela ne réussit pas, ce qui sera probablement le cas en raison du sentiment pro-russe de la population – les Kazakhs parlent russe sans aucun accent, car le russe est également une langue officielle –, les Américains auront probablement recours à des moyens plus agressifs. La raison en est simple : un Kazakhstan sous contrôle américain serait un rêve pour les États-Unis et un cauchemar pour les Russes.

Notre voyage se poursuit dans la quatrième partie.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse   Série d'articles   Trump, Donald   L'UE   L'Europe   Russie   ÉTATS-UNIS  
ÉTATS-UNIS   Mearsheimer, John   Powell, Jerome   Chieng, Ronny   Kallas, Kaja   Hongrie  
Kazakhstan   Moldavie   Roumanie   Serbie   Slovaquie   Transnistrie   Azerbaïdjan   Arménie